



**La crise politique suit son cours au Mali. Malgré la mise en place d'un gouvernement de transition, la confusion règne toujours sur celui qui dirige le pays. Ceci, parce que le capitaine Sanogo donne toujours de la voix et menace de nouveau d'un autre putsch si le gouvernement de transition devrait faire plus de quarante jours comme le souhaite la Cedeao.**

Le Mali est plus que jamais malade. Sa démocratie traverse son pire cauchemar depuis le putsch qui a coûté la place du président Att. Ce coup d'état dont l'objectif, selon les responsables avec à la tête le capitaine Amadou, visait à donner un nouveau souffle au pays, vient mettre le pays dans une situation critique. Des mois après, rien a changé visiblement, le résultat est tout autre. L'amateurisme, l'agitation, bref, le chaos total règne en maître dans ce pays. Pour rappel, Suite à de nombreuses négociations, conclues entre autres acteurs, par la Communauté Economique des états de l'Afrique de l'Ouest, les putschistes ont rendu le pouvoir aux Civils avec comme président, l'ancien président de l'Assemblée Nationale qui a mis avec son premier ministre, un gouvernement de transition en place. Dans l'accord cadre, conclu par la Cedeao et le chef des putschistes, le 6 avril dernier, le gouvernement de transition a exactement 40 jours pour mettre de l'ordre dans la maison Mali et organiser de nouvelles élections pour un retour à l'ordre constitutionnel. Mais le weekend dernier, la Cedeao propose une prolongation de la durée de la transition à un an et d'un déploiement militaire pour superviser le processus. Mais dans une conférence de presse, donnée par le chef de la junte militaire, le capitaine Sanogo, rejette la proposition de la Cedeao. « Aucun militaire étranger ne foulera le sol malien, si ce n'est le gouvernement malien qui en exprime le besoin. Mais je vous rassure, il ne le fera pas ». A-t-il déclaré à cet effet.

### **Le capitaine menace d'un nouveau coup d'état**

«Je prendrai mes responsabilités, si le gouvernement de transition ne rend pas le tablier dans les quarante jours convenus ». Déclarait le capitaine Sanogo, lors de la conférence de presse qu'il a donnée le samedi. Il y a un peu plus d'une semaine, il avait déjà déclaré, dans une

interview, à lui accordée par une presse locale, être prêt pour un nouveau putsch, s'il était nécessaire. C'est à croire qu'il n'y a plus personne d'autre pour parler au nom du Mali, ceci malgré la mise en place d'un gouvernement de transition officielle.

## **Qui dirige finalement le mali ?**

La question semble être banale mais tient bien lieu d'être. A l'analyse des choses, c'est la confusion totale. Les militaires avaient arrêté, il y a peu, une vingtaine de personnes ont été arrêtés, au Mali, par des militaires sur l'ordre de la junte alors, qu'il avait déjà un président et un premier ministre à la tête du pays. Pour la cohérence dans la gestion de l'Etat, il est nécessaire que les ordres émanent d'un seul individu, du moins, du haut. Ce haut, c'est la présidence. Avec les dernières déclarations du capitaine Sanogo, on est contraint de croire que le Mali est dirigé par deux ou même trois personnes. Le président, le premier ministre et le capitaine Sanogo. De plus, le gouvernement de transition mis en place, semble n'être qu'un figurant dans ce scénario dont le seul héros demeure le capitaine Sanogo.

Parler de coup d'état aujourd'hui, n'effraie plus personne. C'est ce qu'on comprend, quand on entend le capitaine Sanogo menacer ouvertement de coup d'état sans être inquiet. Les putschs sont en passe d'être légalisés en Afrique. C'est le fruit de l'impunité qui profite à certains ambitieux, à l'image du capitaine Sanogo qui pensent que la gestion d'un pays peut être comparée à celle de son petit foyer. Et même pour ces ambitions tordues et égoïstes, on peut mettre tout un pays dans le Chaos. L'Union Africaine doit prendre ses responsabilités et œuvrer pour décourager les putschistes professionnels et amateurs pour une stabilité politique durable sur le continent.

*Camille Segnigbindé*